

Paul Magnette ne veut pas d'un petit PS au pouvoir

PS « Sous les 20 %, le PS doit rester dans l'opposition »

- Le bourgmestre de Charleroi a réagi aux sondages.
- Pour lui, le PS ne doit plus diluer ses politiques dans une coalition.
- No comment, a réagi le parti.

Les chiffres de notre sondage trimestriel, publiés samedi, donnent à nouveau à réfléchir, au Parti socialiste et ailleurs. Le Grand Baromètre Ipsos-RTL-*Le Soir*-VTM-*Het Laatste Nieuws* crédite le PS de 17,6 % des intentions de vote à Bruxelles, contre 24,9 % aux élections. Et de 19,5 % en Wallonie, contre 32 % en 2014.

Paul Magnette, bourgmestre de Charleroi, homme le plus populaire de notre sondage en Wallonie et deuxième à Bruxelles, n'a pas cherché à minimiser la déconvenue. « *Aujourd'hui, si les sondages se réalisent, ce serait une vraie catastrophe pour le PS. En Wallonie, c'est plus bas que le plus bas score que nous ayons jamais eu* », a-t-il commenté dans *C'est pas tous les jours dimanche*, sur RTL-TVI.

Paul Magnette est même allé plus loin. Il remet en cause une future participation gouvernementale de son parti. « *À moins de 20 %, oui, je le dis franchement, je pense que le PS n'a pas vocation à être un petit parti*

d'appoint qui va essayer de mettre un tout petit peu de rouge sur une politique de droite. Nous avons vocation à être un parti qui représente largement les citoyens, et en particulier les plus modestes, et qui peut imprimer clairement sa marque. »

L'homme fort de Charleroi, candidat à la présidence du PS « *si la question se pose* », a indiqué s'exprimer à titre personnel.

Et en effet, il faudra voir si Elio Di Rupo partage ce positionnement. « *Pas de commentaire* », a réagi son entourage. Jeudi dernier, à la RTBF, Elio Di Rupo semblait davantage pencher pour une participation. « *Nous allons nous battre en tant que PS et j'espère vraiment aux élections qu'on reconnaîtra au PS ses qualités et qu'on pourra prétendre à gouverner au niveau wallon ou fédéral.* » S'agissant du fédéral, il a ajouté : « *Je ne doute pas que les électeurs veulent une représentation plus importante des francophones qu'aujourd'hui, où l'on se trouve avec un MR qui représente moins d'un tiers des élus francophones.* »

La leçon des allocations d'insertion

L'opinion de Paul Magnette met aujourd'hui une certaine pression sur la présidence, à la fois pour réaliser un bon score, ou pour refuser la participation s'il ne l'est pas. Ce positionne-

ment n'est pas illogique, quand on se remémore l'un des épisodes qui a pesé sur le déclin du parti: la limitation dans le temps des allocations d'insertion sous le gouvernement Di Rupo. Pour sa défense, face aux nombreuses critiques venues de la gauche, le parti a mis en avant le fait qu'il n'avait pas les coudées totalement franches dans une coalition avec des partis de droite. Et que, sans cette conces-

sion, la crise institutionnelle n'aurait pas été résolue. Désormais, le PS, dans la conception de Paul Magnette, doit éviter de diluer son programme dans une coalition qu'il ne dominerait pas.

Reste à voir si ce raisonnement est valable également dans une grande coalition de gauche, telle que voulue par la FGTB, et qui réunirait le PS, le PTB et Ecolo. ■

BERNARD DEMONTY